

**Politique migratoire - Placement en
détention d'un mineur - Réponse de
M. Jean-Baptiste Lemoyne,
secrétaire d'Etat auprès du ministre
de l'Europe et des affaires
étrangères, à une question au
gouvernement à l'Assemblée
nationale**

(Paris, 19 juin 2018)

Merci beaucoup Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Madame la Député,

Franchement, faire comme vous le faites le parallèle entre la situation et les images choquantes qui viennent des Etats-Unis et qui nous ont tous heurtés, et la situation précise que vous décrivez en France est fallacieux.

Fallacieux à plus d'un titre, parce que je rappelle que le droit français garantit strictement l'intérêt de l'enfant et protège le mineur de tout abus.

La rétention des mineurs en situation irrégulière lorsqu'elle est mise en place en France, de façon très exceptionnelle, vous le disiez vous-même, se fait en famille et sans séparation : cela n'a rien à voir avec les images que nous pouvons voir aux Etats-Unis.

Par ailleurs, les durées moyennes sont de 36 heures, sous le contrôle du juge des libertés, et par ailleurs nous faisons tout pour aménager des locaux, proposer des activités, dans ces cas très exceptionnels, j'y insiste.

S'agissant de la politique migratoire de l'administration Trump, il s'agit de tout autre chose. On est dans une politique de séparation systématique depuis le mois d'avril avec 2.000 enfants concernés. Et de ce point de vue-là, cette pratique est contraire à l'article 3 de la convention internationale des droits de l'enfant. Mais la démocratie américaine est ancienne et le Congrès a un certain nombre de pouvoir qu'il entend exercer pleinement. Nous voyons d'ailleurs que des amendements sont en préparation pour interdire la séparation des enfants des familles. Cela est souhaité par 2 américains sur 3 dont les premières dames. Il y a sûrement des raisons d'espérer dans la démocratie. En tous les cas, nous espérons que les Américains seront être à la hauteur de leur construction nationale fait de l'apport de multiples populations venues des

quatre coins du monde.

Encore une fois, Madame la Députée, le parallèle que vous avez fait ne vous honore pas./.